



Pour découvrir
le monde et ses cultures

L'Institut français d'archéologie du Proche-Orient

Jean-Louis Huot

Professeur honoraire de l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne

Ancien directeur de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (IFAPO)

Depuis plus d'un demi-siècle, installé d'abord à Beyrouth, puis à Amman et Damas, l'IFAPO étudie les peuplements, le paléo-environnement et le patrimoine du Proche-Orient, des origines au début de la période islamique. Pour mieux comprendre le devenir et l'œuvre de cette grande institution, laissons-nous guider par Jean-Louis Huot qui en a assuré la direction pendant plusieurs années.

Du mandat français en Syrie et au Liban...

L'archéologie française dans les pays du Proche-Orient dispose aujourd'hui d'un instrument de travail remarquable, dont l'histoire est déjà longue. Il n'est pas inutile de l'évoquer en quelques lignes. Entre les deux guerres, bénéficiant des circonstances favorables dues à l'existence du mandat confié par la SDN à la France sur la Syrie et le Liban – tandis que la Grande-Bretagne recevait le même mandat sur l'Irak et la Palestine – les autorités françaises fondèrent dans leur zone de contrôle un Service des Antiquités efficace et créaient les musées de Beyrouth et de Damas. De grands chantiers furent alors ouverts, dont certains sont encore en activité : Palmyre, Mari, Ugarit ou Byblos.

Après la seconde guerre mondiale, le nouveau contexte international modifia la situation de fond en comble. La Syrie et le Liban, comme la Jordanie, se dotèrent de services des Antiquités nationaux et formèrent leurs propres archéologues. Cependant, la tradition d'étroite collaboration avec les collègues étrangers ne fut pas perdue. Bien au contraire, depuis maintenant un demi-siècle, ces liens de coopération ne cessèrent de se renforcer. Si le Liban, bientôt plongé dans une guerre civile désastreuse, fut – et est toujours, d'une certaine manière – délaissé, la Syrie et la Jordanie virent se développer une activité intense. En Syrie, une politique de mise en valeur du territoire incita les missions archéologiques à un effort renouvelé. Le grand barrage Assad sur l'Euphrate, suivi de plusieurs autres, ou le développement agricole de la steppe du nord-est, qu'on appelle la Djezireh, entraînèrent la multiplication des missions. En Jordanie, où le tourisme est sans doute la première industrie du pays, les grands sites de Jerash ou Pétra furent l'objet de recherches poussées tandis qu'une multitude d'autres chantiers s'ouvraient, du Néolithique à l'époque islamique. En ce sens, le Levant et – jusqu'en 1990 – la Mésopotamie de l'Irak voisin ont été, ces dernières décennies, un véritable laboratoire archéologique, à l'échelle de la richesse des pays concernés.

... à la création de l'Institut français de Beyrouth

Les autorités françaises surent réagir avec promptitude devant ces changements accélérés. Dès 1946, le ministère des Affaires étrangères – principale source, et de beaucoup, des crédits affectés à la recherche archéologique française à l'étranger – créait un Institut français d'archéologie à Beyrouth, qui héritait de la superbe bibliothèque scientifique constituée à l'époque du mandat et des collections photographiques. Il en confia la direction à Henri Seyrig, ancien directeur général des Antiquités en Syrie et au Liban, savant éminent et homme de grande culture. Ce dernier installa le nouvel institut dans une belle demeure historique de Beyrouth, construite au milieu du siècle dernier, et y développa la bibliothèque qui devint rapidement, avec celle des pères

dominicains de l'École biblique de Jérusalem, la plus importante de toute la région sur l'archéologie et l'histoire du Proche-Orient. L'Institut disposait également de la revue *Syria*, dont le premier tome remonte à 1920 et d'une série de monographies, la *Bibliothèque Archéologique et Historique*, qui en est aujourd'hui à son cent cinquante-sixième volume.

H. Seyrig a marqué profondément l'histoire de l'institution. Au centre d'un réseau d'amis écrivains, peintres ou sculpteurs, en liaison étroite avec toute la communauté scientifique internationale, il sut faire de la vieille maison de l'Institut un centre de recherche et de culture fréquenté assidûment par de nombreux archéologues français et étrangers. Autour de lui, mais de manière indépendante, gravitaient les quelques missions françaises continuant à travailler dans la région : celles de Cl. Schaeffer à Ras Shamra ou d'A. Parrot à Mari, d'E. Will au Liban, et bien d'autres encore. Une seule mission était rattachée directement à l'Institut, celle de G. Tchalenko qui explorait les villes mortes de Syrie du nord, pendant qu'un autre chercheur, I. Stchoukine, le fils du grand collectionneur de peinture française, se consacrait à l'étude des manuscrits ottomans.

La guerre du Liban et l'ouverture vers la Syrie et la Jordanie

Après une courte période (1967-1972) où se poursuivit une vie d'étude paisible sous la direction de D. Schlumberger, le troisième directeur, E. Will, fut vite confronté aux dramatiques événements du Liban. Il comprit rapidement que l'Institut ne pouvait continuer son travail au milieu d'un pays déchiré, dans une ville où les bombardements incessants mettaient en péril la bibliothèque et la photothèque, mais aussi, à partir de 1975, la vie des occupants. La maison de l'Institut, sévèrement endommagée, existe toujours, mais au milieu d'une énorme zone où aucune autre maison n'a subsisté, alors qu'elle était discrètement insérée au milieu d'un labyrinthe de rues et d'immeubles... Si elle n'appartient plus aujourd'hui à l'État français, elle est du moins en cours de restauration et un autre propriétaire, on l'espère, continuera à la faire vivre comme un centre de culture et de rencontre.

Devant cette situation, E. Will orienta les activités de son Institut vers la Syrie et la Jordanie. Le centre de l'établissement demeura à Beyrouth, mais sans activité réelle. Des annexes actives furent ouvertes à Amman et Damas à partir de 1977. La bibliothèque (qui perdit pendant ces heures noires dix à quinze pour cent de ses livres) demeura à Beyrouth. Elle vient d'être rouverte aux lecteurs dans des locaux restaurés mis à la disposition de l'Institut sur le domaine de l'ancienne École des Lettres, à côté d'un autre Institut de recherche sur l'Orient contemporain, du Centre culturel français, du consulat – tout près du lieu où s'érige une nouvelle chancellerie. Une autre bibliothèque commença d'être constituée à Damas, où se trouvent également les fonds photographique et cartographique.

Un rôle essentiel auprès des missions archéologiques

En 1977, l'Institut prit le nom d'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (IFAPO) et se tint en étroite liaison avec les missions françaises, dont la plupart travaillent en Syrie et quelques-unes en Jordanie. Il occupe toujours, par ses publications, ses relations avec les chercheurs locaux et les Directions générales des Antiquités, ses bibliothèques et ses moyens en chercheurs et en matériel, une place de premier plan dans l'activité archéologique française sur les trois pays de sa compétence.

Aujourd'hui, dix à douze missions françaises œuvrent en Syrie, six en Jordanie. Toutes travaillent en coopération avec l'Institut, dont le caractère régional n'a fait que se renforcer depuis que la situation tend à se normaliser au Liban. Juridiquement, toutes ces missions, rattachées au ministère des Affaires étrangères et au CNRS, sont indépendantes, établissent leur propre programme et sont dotées de leur propre financement. L'Institut met à leur disposition matériel et collaborateurs, assure une grande partie des publications de leurs travaux, établit de façon permanente les liens nécessaires avec les postes diplomatiques français et les autorités archéologiques locales. Il organise tables rondes ou séminaires. En quelque sorte, il accompagne

et soutient, dans la mesure de ses moyens, un effort archéologique français considérable. L'IFAPO assure aussi, par le biais de son antenne d'Amman, le lien avec nos collègues irakiens en attendant des jours meilleurs et est entré en relation avec les autorités archéologiques du royaume d'Arabie Saoudite.

Si l'activité archéologique est encore très faible au Liban – à l'exception de la fouille d'un site de l'âge du Bronze dans la région de Tripoli – elle est intense en Syrie. On ne fera pas ici la liste de ces missions, depuis des travaux sur les époques préhistoriques, près de la frontière turque ou dans la région de Palmyre, en passant par les importants chantiers, toujours en activité, de Mari et Ugarit, jusqu'à l'époque hellénistique, romaine et byzantine, en Syrie du Nord (G. Tate) ou du Sud (J.-M. Dentzer). Il faudrait ajouter des chantiers en Syrie du Nord-Est et en Jordanie, sur des sites préhistoriques, tels à Pétra ou Jerash.

Dans l'avenir, les points forts de la collaboration avec les Directions des Antiquités porteront plus particulièrement sur la formation des cadres, nécessitée par le développement général de la recherche dans les trois pays. Si la Direction libanaise est en pleine restructuration, celles de Syrie et de Jordanie sont aujourd'hui dotées d'un encadrement nombreux, qu'il convient de perfectionner chaque jour. Par ailleurs, ces trois pays sont de plus en plus sensibles aux problèmes posés par le développement économique : restauration de bâtiments historiques, présentation des sites aux visiteurs, mise en valeur du patrimoine. Au sein de pays pauvres ou en pleine mutation économique, le tourisme international culturel se montre de plus en plus exigeant sur ce plan. Il ne faut pas oublier non plus que ces pays tendent à développer, au sein de leurs populations, une sensibilité à l'importance du riche patrimoine dont ils disposent. Ils doivent faire face également au problème grave du pillage et du vol d'antiquités, qui sévit là comme ailleurs, malgré des dispositions légales de plus en plus strictes. Sur tous ces points, l'IFAPO tente d'aider au développement.

À Beyrouth, où se trouve la direction de l'Institut, la bibliothèque reprend la place de premier plan qu'elle occupait jadis. C'est là aussi que se trouve le service des publications, toutes imprimées au Liban et diffusées par l'Institut lui-même. À Amman se développe le travail de conservation et de présentation de grands sites archéologiques d'époque classique. L'antenne de Jordanie intervient aussi bien à Pétra ou Jerash qu'au Liban (Baalbek) ou en Syrie (Bosra). En Syrie, où les missions archéologiques françaises sont nombreuses, l'Institut cherche surtout à développer la bibliothèque de Damas et à répondre le mieux possible aux demandes de toute nature émanant des collègues français (et parfois étrangers) qui œuvrent sur le terrain. Les actions se développent toujours en étroite concertation avec les Directions générales des Antiquités, qui trouvent en l'IFAPO un interlocuteur installé de façon permanente dans leur pays. À travers ces développements nouveaux et dans la fidélité à l'esprit de son fondateur, l'IFAPO occupe toujours une place importante au sein du dispositif de recherche français et bénéficie, de la part de notre ministère des Affaires étrangères, du soutien moral et financier nécessaire à sa mission.

Les touristes sont nombreux au Proche-Orient. Qu'ils sachent qu'ils seront chez eux dans nos locaux de Beyrouth, Damas et Amman, comme ils sont accueillis du mieux possible sur les chantiers français répartis çà et là. L'arrivée d'un car de compatriotes pour une courte visite est toujours une perturbation pour le travail. Le directeur actuel de l'Institut, qui a travaillé longtemps perdu dans le désert irakien, savait bien alors qu'il échappait à ce trouble sur son chantier introuvable, loin de toute piste... Il savait aussi que ses collègues plus accessibles n'hésitaient pas à consacrer quelques instants pour rencontrer des compatriotes toujours intéressés par la visite d'un chantier en activité. Après tout, ces travaux sont financés par les impôts de tous ! Et chaque archéologue, sur son terrain, est toujours, au fond de lui-même, honoré par ces visites. Dans le respect du travail de chacun et dans des limites raisonnables, les archéologues français, et l'Institut lui-même, les rencontreront toujours, j'en suis sûr, avec un grand plaisir.

L'IFAPO est mort, vive l'IFPO, l'Institut français du Proche-Orient

Une réforme importante des Instituts gérés par le ministère français des Affaires étrangères est intervenue au 1er janvier 2003. Elle repose sur la collaboration de ce dernier avec les ministères de la Recherche (CNRS) et de l'Éducation Nationale (Écoles doctorales). Au Proche-Orient, elle a conduit à la fusion des trois instituts de recherche existant – IFAPO de Beyrouth-Damas-Amman, IFEAD ou Institut français d'études arabes de Damas, et CERMOC ou Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain de Beyrouth – en un seul institut régional, désormais désigné sous le nom d'Institut Français du Proche-Orient (IFPO) qui déploie son activité en Syrie, au Liban et en Jordanie. Sur le papier, en attendant des jours meilleurs, l'IFPO est également compétent dans les Territoires palestiniens et en Irak. Il est, pour ce dernier pays, l'héritier de l'ancienne Délégation archéologique française en Irak (Dafiq), créée par J.-L. Huot à Bagdad en 1977 et actuellement, on s'en doute, en sommeil.

Le directeur du nouvel Institut, qui réside à Damas, est aidé par trois directeurs scientifiques. Chacun s'occupe du domaine de compétence d'un ancien institut, archéologie et histoire de l'Antiquité (ancien IFAPO) en résidence à Beyrouth, études médiévales, modernes et arabes (ancien IFEAD) en résidence à Damas, et études contemporaines (ancien Cermoc) en résidence à Beyrouth, selon un découpage plus chronologique que disciplinaire – car l'archéologie, on le sait, ne saurait être cantonnée à l'étude de la seule Antiquité.

Le fondement de cette réforme réside dans la convergence des efforts de trois ministères, soulageant ainsi le seul ministère des Affaires étrangères, jadis seul responsable – et seul maître – des anciens instituts. Dorénavant, des chercheurs membres du CNRS sont affectés, pour un temps limité et sur un programme précis, à l'IFPO. En plus des boursiers originaires des pays d'accueil, des boursiers doctorants issus des Écoles doctorales des universités françaises rejoignent les anciens boursiers et les chercheurs docteurs (les anciens pensionnaires) des Instituts recrutés par le ministère des Affaires étrangères. Le nombre des chercheurs affectés sur le terrain s'en trouve considérablement accru. En conséquence, les trois ministères concernés ont désormais, conjointement, la responsabilité du nouvel institut.

Le temps dira si cette réforme aura, sur le long terme, les conséquences bénéfiques espérées par ses promoteurs. Pour le moment, si les ministères concernés maintiennent leur effort initial, elle permet sans doute de sauvegarder l'existence d'instituts de recherche périodiquement menacés.

Dans l'immédiat, et par-delà les difficultés inhérentes à toute modification structurelle délicate, les anciens instituts, au premier rang desquels les plus anciens, IFAPO et IFEAD, continuent de jouer, sous un autre sigle et dans un autre cadre, le même rôle fondamental : assurer, au Proche-Orient, la pérennité d'une recherche scientifique française de qualité, au milieu d'un monde complexe agité de soubresauts souvent dramatiques, mais riche et passionnant.

[Le site de l'Ifapo](#)

Jean-Louis Huot

Février 2000

Copyright Clio 2016 - Tous droits réservés

